



Explication de l'Insécurité Alimentaire en Afrique Subsaharienne : Le Rôle de la Gouvernance et des Institutions

Dede Gafa et Daniel Chachu

Octobre 2023 / No.797

Résumé

La littérature florissante sur l'(in)sécurité alimentaire mondiale suggère que l'Afrique subsaharienne (ASS) est à la traîne du reste du monde malgré une période de déclin de la prévalence de la sous-alimentation sévère. En utilisant des données de panel couvrant 34 pays de la région pour la période 2000-2015, cette étude a examiné les corrélations et les causes de l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, en mettant l'accent sur le rôle de la production alimentaire nationale, de la gouvernance et des institutions. Le rapport fournit également des preuves du rôle médiateur de la gouvernance en examinant comment la qualité

de la gouvernance et des institutions influence l'efficacité de la production alimentaire nationale sur l'insécurité alimentaire dans la région. Le document utilise une stratégie de variables instrumentales. Les résultats suggèrent que la production alimentaire nationale et les améliorations de la qualité de la gouvernance, mesurée par la liberté économique et l'efficacité du gouvernement, sont des moteurs fondamentaux de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Nous avons également constaté que l'amélioration de la qualité de la gouvernance permettrait aux pays de mieux traduire la production alimentaire nationale en réductions de l'ampleur du déficit alimentaire et de la prévalence de la sous-alimentation. Néanmoins, en l'absence d'une production alimentaire intérieure suffisante, les réformes de la gouvernance ne peuvent à elles seules favoriser la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Le document suggère en outre qu'il est impératif de trouver un juste équilibre entre l'interventionnisme de l'État et les réformes politiques axées sur le marché pour promouvoir la sécurité alimentaire dans les pays africains.

Introduction

La réduction de l'insécurité alimentaire reste une priorité importante du programme de développement mondial, comme en témoigne le deuxième objectif de développement durable (ODD) des Nations Unies : "mettre fin à la faim, assurer la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition et promouvoir l'agriculture durable d'ici à 2030". À l'échelle mondiale, l'insécurité alimentaire sous la forme de la faim et de la malnutrition a considérablement diminué entre le début des années 2000 et les années 2010 ; toutefois, cette tendance s'est inversée au cours de la dernière demi-décennie (Vos, 2015 ; FAO et al., 2020b). Selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), environ 690 millions de personnes dans le monde étaient sous-alimentées en 2019 et 98 % des personnes souffrant de la faim vivaient dans les pays en développement (FAO et al., 2020b). Ces chiffres devraient encore augmenter en raison de la crise du COVID-19, ce qui fait craindre une crise de la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays en développement (Amare et al., 2020).

En Afrique, l'insécurité alimentaire chronique est environ quatre fois plus élevée que dans les autres régions (FAO et al., 2019). La prévalence de la sous-alimentation sévère et modérée sur le continent est environ deux fois supérieure à la moyenne mondiale, et plus du double des niveaux enregistrés en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par exemple, en 2019, la prévalence de la sous-alimentation sévère dans la région était de 21,3 %, contre 17,8 % en Asie du Sud (AS) et 9,6 % en Amérique latine et dans les Caraïbes (FAO et al., 2020b). Bien que le continent ait connu une baisse de la prévalence de la sous-alimentation entre 2000 et 2014, l'insécurité alimentaire est en hausse dans la région depuis 2015 (figure 1). La récente pandémie sanitaire mondiale pourrait encore aggraver la situation. En outre, le nombre de personnes

sous-alimentées, qui semblait stagner jusqu'en 2011, a considérablement augmenté ces dernières années. Comme le montre la figure 1, entre 2011 et 2018, plus de 50 millions d'individus ont rejoint la catégorie des personnes sous-alimentées sur le continent.

La performance moyenne de l'Afrique en matière de sécurité alimentaire cache d'importantes hétérogénéités entre les sous-régions (tableau 1). En Afrique du Nord, environ 9,3 % de la population souffre d'insécurité alimentaire grave, contre 20,3 % en Afrique subsaharienne (ASS). Plus de la moitié de la population de l'Afrique subsaharienne souffre d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, contre 31,1 % en Afrique du Nord. Ces données suggèrent que l'insécurité alimentaire est plus répandue en Afrique subsaharienne et appellent donc à une meilleure compréhension des facteurs qui influencent le phénomène dans la région.

Malgré plusieurs initiatives continentales, notamment l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA), qui vise une croissance durable et une réduction de la pauvreté, d'importants obstacles subsistent sur la voie de la sécurité alimentaire dans la région. Rakotoarisoa et al. (2011), par exemple, identifient trois facteurs principaux en jeu, à savoir : la disponibilité des terres arables et agricoles ; la faible productivité et les infrastructures médiocres ; et la mauvaise qualité de la gouvernance et des institutions.

Les deux premiers facteurs font référence aux contraintes existantes en matière d'agriculture et de production alimentaire. En fait, quatre des sept cibles de l'ODD 2 sont liées à l'augmentation de la production agricole durable au niveau national. En outre, une autre caractéristique importante des systèmes alimentaires des pays en développement, qui est rarement mentionnée dans la littérature, consiste à veiller à ce que les aliments produits localement se traduisent de manière efficace et effective en sécurité alimentaire (FAO, 2019a)

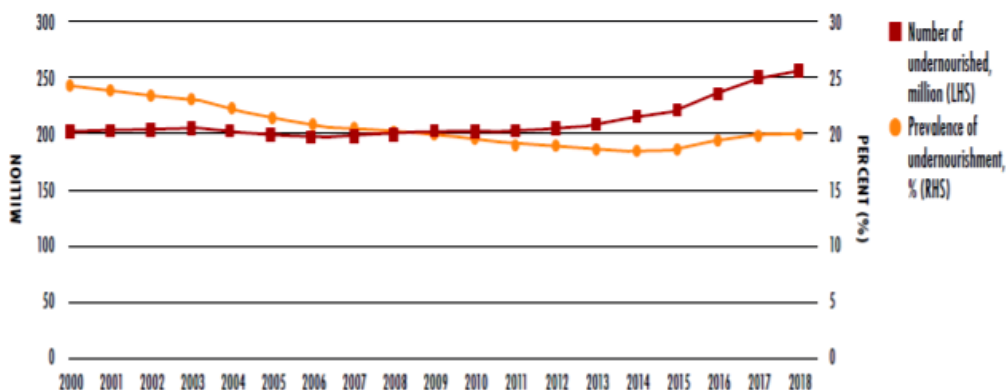
Cette situation explique l'accent mis sur la limitation du gaspillage et des pertes alimentaires, et donc la cible 12.3 de l'ODD 12 appelant les gouvernements à réduire de moitié le gaspillage alimentaire mondial par habitant au niveau de la vente au détail et à réduire les pertes alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement d'ici à 2030. Les pertes post-récolte sont particulièrement graves en ASS (FAO, 2019a), où une grande partie des aliments produits ne parvient pas aux consommateurs en raison de technologies de stockage inadéquates (pertes à la ferme et hors de la ferme), d'industries et de marchés de transformation alimentaire sous-développés et de déficiences infrastructurelles limitant la distribution des aliments (Sheran et Barrett, 2017). Par exemple, en 2013, le Cameroun a perdu 15,3 % du maïs produit en raison d'infrastructures de stockage et de transport inadéquates, tandis que le Togo a perdu près de 14 % de cet aliment de base en 2014 pour les mêmes raisons (FAO, 2019b). Le renforcement de la chaîne d'approvisionnement est donc un élément fondamental pour la sécurité alimentaire dans la région.

Tableau 1 : Prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave dans les régions/sous-régions, 2014-2018

Régions/sous-régions	Prévalence de l'insécurité alimentaire grave dans la population totale (%)					Prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave dans la population totale (%)				
	2014	2015	2016	2017	2018	2014	2015	2016	2017	2018
Monde	8.3	7.9	8.1	8.6	9.4	22.4	22.4	23.2	24.8	25.8
Afrique	16.7	16.8	18.2	18.5	18.3	46.5	46.5	49.4	51.4	50.6
Afrique du nord	10.2	9.0	10.4	11.0	9.3	29.7	26.4	30.0	36.8	31.1
Afrique sub-saharienne	18.2	18.6	20.0	20.2	20.3	50.3	51.2	53.9	54.8	55.1
Asie	8.0	7.5	7.1	7.6	9.1	19.4	18.9	18.9	20.6	22.6
Amérique latine et les Caraïbes	7.1	6.4	8.1	9.3	9.2	22.9	25.1	29.4	32.0	31.6

Source : FAO et al. (2020a).

Figure 1 : Évolution de la prévalence de la sous-alimentation (% de la population) et du nombre de personnes sous-alimentées en Afrique, 2000-2018



Source : FAO et al. (2020a).

Une mauvaise gouvernance et des institutions faibles ont des effets néfastes sur la sécurité alimentaire (Rodrik, 2000 ; Thorbecke, 2013). De nombreux chercheurs et agences de développement soulignent le rôle important des conflits et de la faiblesse de la gouvernance économique et des institutions, qui contribuent de diverses manières à l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Les politiques économiques mises en œuvre dans les années 1970 par de nombreux pays d'Afrique subsaharienne sont souvent tenues pour responsables des mauvais résultats en matière de croissance des revenus et de production agricole, qui ont en partie conduit à la crise économique et alimentaire des années 1980 et, par la suite, aux programmes d'ajustement structurel (PAS) (Ndulu et al., 2008). Ces politiques visaient l'industrialisation par substitution des importations et comprenaient des réglementations inefficaces et des restrictions commerciales, des contrôles excessifs de l'État sur l'allocation des ressources, la production agricole et la commercialisation, ainsi qu'une gestion macroéconomique défectueuse (Bates et al., 2013). Par conséquent, l'objectif des réformes politiques et institutionnelles mises en œuvre sur le continent depuis le début des années 1990 était de stimuler la productivité, la croissance et, en fin de compte, d'améliorer le bien-être de la population (Heidhues et Obare, 2011 ; Fosu et Gafa, 2020).

Bien que de nombreux pays d'Afrique subsaharienne aient mis en œuvre des réformes économiques et institutionnelles notables, la faiblesse de la gouvernance joue toujours un rôle majeur dans l'absence de progrès en matière de sécurité alimentaire dans la région (Sahley et al., 2005 ; Pereira et Ruysenaar, 2012). Comme l'ont observé Zakout et al. (2006) et Rakotoarisoa et al. (2011), une grande partie des terres arables reste inutilisée et mal entretenue en Afrique subsaharienne, en partie à cause de l'échec des politiques de gestion des terres, y compris la distribution des terres, les droits de propriété et les problèmes de propriété. Les litiges et conflits liés à la propriété et l'inégalité d'accès à la terre dans le secteur agricole sont souvent dus à la mauvaise qualité de la gouvernance foncière et à la médiocrité des institutions

chargées de l'administration des terres, à la corruption, à l'absence d'application des droits de propriété et à l'absence d'État de droit (Palmer et al., 2009). En outre, la faiblesse et l'inadéquation des investissements sectoriels, ainsi que le mauvais état des infrastructures de marché et de transport sont également des aspects importants de la gouvernance qui ont une incidence sur la production alimentaire en Afrique (Rakotoarisoa et al., 2011).

Comme le soulignent Boyd et Wang (2011), la mauvaise gouvernance - sous la forme d'une faible capacité institutionnelle, d'une instabilité et de politiques publiques inefficaces - plutôt que les conditions naturelles, est le principal moteur de la faim et de la malnutrition, en raison de son effet négatif potentiel sur la production, l'approvisionnement et la distribution des denrées alimentaires. Ainsi, la gouvernance est largement considérée à la fois comme un "moteur potentiel et une solution potentielle aux situations d'insécurité alimentaire" (Candel, 2014 : 591) en Afrique subsaharienne.

Dans le contexte africain, le rôle de la gouvernance économique et des institutions est également important pour déterminer dans quelle mesure la production alimentaire nationale se traduit par la sécurité alimentaire. En effet, la qualité de la gouvernance peut renforcer ou affaiblir la chaîne d'approvisionnement des producteurs locaux de denrées alimentaires qui sont pour la plupart de petits exploitants (Sheahan et Barrett, 2017 ; FAO, 2019a). Par exemple, les politiques qui offrent un environnement commercial propice au développement du secteur privé permettraient non seulement de créer et de renforcer les chaînes de valeur agricoles, mais aussi d'accroître les bénéfices des acteurs de la chaîne de valeur alimentaire et de favoriser un meilleur accès à des aliments produits localement à un prix abordable par le biais des circuits de transformation agroalimentaire et de commercialisation. En outre, la réglementation inadéquate du système de distribution alimentaire, les mauvaises politiques de développement des infrastructures et les politiques macroéconomiques faibles entraînant une forte inflation limiteraient probablement l'accès économique et physique à la nourriture (Gazdar et Mallah, 2013).

Sur cette base, l'objectif général de l'étude était d'examiner les corrélations et les causes de l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, en mettant l'accent sur le rôle de la production alimentaire nationale, de la gouvernance et des institutions. Tout d'abord, l'étude a examiné les déterminants généraux de l'insécurité alimentaire, mesurée par la prévalence de la sous-alimentation et l'ampleur du déficit alimentaire. Il s'agissait donc d'analyser l'effet de la production alimentaire nationale, des niveaux de liberté économique (mesurant les politiques économiques et la gouvernance) et de ses composantes - à savoir la taille du gouvernement, les systèmes juridiques et les droits de propriété, la liberté de commercer au niveau international, les systèmes monétaires et réglementaires sains - ainsi que d'autres indicateurs institutionnels (à savoir l'efficacité du gouvernement, le contrôle de la corruption, la voix et la

responsabilité, la stabilité politique, l'absence de violence et l'État de droit) sur l'insécurité alimentaire. Deuxièmement, l'étude a évalué l'effet de la production alimentaire nationale sur l'insécurité alimentaire en fonction de ces variables institutionnelles et de gouvernance. Plus précisément, nous avons émis l'hypothèse que l'amélioration de la gouvernance et des institutions accentuerait l'effet de "réduction de l'insécurité alimentaire" de la production alimentaire nationale. Enfin, le document présente les résultats d'une enquête sur le rôle de la production alimentaire en tant que canal par lequel la gouvernance et les institutions agissent sur l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne.

Les déterminants de la (in)sécurité alimentaire ont été largement étudiés dans la littérature. Dans les recherches nationales et microéconomiques, les sujets abordés comprennent l'effet de l'adoption des technologies, de l'emploi, de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, des interventions et programmes sociaux et des revenus sur la (in)sécurité alimentaire (Beyene et Muche, 2010 ; Sacks et Levi, 2010 ; Anik et al. 2013 ; Ngema et al., 2018 ; Sinyolo, 2020 ; Kansime et al., 2021). En outre, il existe une panoplie d'analyses transnationales sur le sujet. Par exemple, Dithmer et Abdulai (2017) ont étudié les effets de l'ouverture commerciale sur la sécurité alimentaire en utilisant un échantillon mondial de 151 pays. Bonuedi et al. (2020) ont examiné les effets de l'ouverture et de la facilitation du commerce sur la disponibilité alimentaire et les résultats en matière d'accès dans le contexte africain. Sassi (2015) a réalisé une analyse transversale des déterminants de l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne dans un cadre d'analyse spatiale non paramétrique et, plus récemment, Ogunniyi et al. (2020) ont étudié les effets des envois de fonds et de la qualité de la gouvernance sur la qualité de l'alimentation et de la nutrition dans la région, en se concentrant sur le rôle de la gouvernance en tant que modérateur des impacts des envois de fonds sur la sécurité alimentaire. Dans leurs analyses, ces études ont pris en compte la gouvernance et les institutions en utilisant les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale, à savoir l'efficacité du gouvernement, l'état de droit, le contrôle de la corruption, la stabilité politique et l'absence de violence, la qualité de la réglementation et la voix et la redevabilité.

Malgré la richesse de la littérature existante, cette étude contribue à la recherche empirique de deux manières. Premièrement, outre les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale, l'étude a pris en compte d'autres aspects de la gouvernance qui déterminent l'ampleur de la libéralisation économique, aspects qui n'ont pas été explorés par les études précédentes, mais qui sont importants dans le contexte de l'Afrique subsaharienne. Par exemple, le point de vue de l'économie mondiale sur la "bonne gouvernance économique" est passé de politiques économiques tournées vers l'intérieur (substitution des importations) à des politiques économiques tournées vers l'extérieur (conformément au Consensus de Washington). Plus récemment, l'accent a été mis sur la recherche d'un "juste équilibre" entre un interventionnisme étatique strict et une économie de marché pure (Fosu, 2013 ; Stiglitz, 2016). De nombreux pays africains

ont mis en œuvre des réformes notables axées sur le marché au cours des deux dernières décennies dans les domaines des politiques macroéconomiques, de la réglementation des entreprises, de la libéralisation du commerce et de la finance, de l'administration publique, du système judiciaire et de l'application des droits de propriété. Ces aspects importants de la gouvernance économique ne sont toutefois pas bien pris en compte par des indicateurs tels que l'efficacité du gouvernement, le contrôle de la corruption et l'État de droit, ce qui nécessite des recherches plus approfondies.

La liberté économique reflète les principaux aspects du néolibéralisme économique et la mesure dans laquelle l'environnement commercial et les politiques gouvernementales sont favorables au marché (Gwartney et al., 2020). La variable de la liberté économique et ses composantes (taille du gouvernement, système juridique et droits de propriété, monnaie forte, liberté de commerce international et réglementation) sont importantes pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, car elles sont susceptibles d'influencer l'offre, la disponibilité et la distribution des denrées alimentaires. La liberté économique a été identifiée dans la littérature comme ayant une incidence sur l'investissement étranger direct, la croissance des revenus et le développement humain (Ghazalian et Amponsem, 2019).

Par conséquent, l'inclusion de la liberté économique (qui tient compte de la taille du gouvernement, de la nature des politiques macroéconomiques, des politiques de libéralisation du commerce et des systèmes juridiques) contribue au débat sur les impacts des politiques néolibérales sur la sécurité alimentaire en Afrique. Elle comble également une lacune importante dans la mesure où l'évaluation empirique de la question a jusqu'à présent été absente de la littérature. En outre, l'étude a utilisé deux indices composites, l'un reflétant la qualité de la gouvernance et l'autre la qualité des institutions, en regroupant toutes les variables à l'aide des définitions de la Banque mondiale (1992) et de North (1990). Ainsi, en considérant un large éventail de variables de gouvernance et d'institutions, l'étude révèle dans quelle mesure les différents aspects de la gouvernance et des institutions influencent l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, directement et indirectement par le biais de la production alimentaire.

Deuxièmement, cette recherche fournit des preuves importantes sur le rôle médiateur de la gouvernance dans les progrès de la région en matière de sécurité alimentaire en examinant comment la qualité de la gouvernance et des institutions influence l'efficacité de la production alimentaire nationale sur l'insécurité alimentaire. Bien qu'il soit largement reconnu que la gouvernance façonne la distribution alimentaire (via les marchés et le développement des infrastructures) et l'accessibilité (revenus et prix), facilitant ainsi l'accès physique et économique à la nourriture, à notre connaissance, aucune autre étude n'identifie la manière dont la qualité de la gouvernance économique et des institutions influence la mesure dans laquelle la production alimentaire nationale se traduit par la sécurité alimentaire.

En fait, les systèmes alimentaires adéquats nécessitent une bonne gouvernance et des institutions qui garantissent le bon fonctionnement du marché et des systèmes de commercialisation et de distribution adéquats pour : (a) minimiser les pertes après récolte ; (b) améliorer les niveaux de revenus des acteurs de la chaîne de valeur, en particulier des agriculteurs ; et (c) permettre aux ménages pauvres d'avoir un accès économique et physique aux denrées alimentaires produites localement grâce à des programmes et des interventions sociales. En outre, l'investissement dans le développement des infrastructures devrait améliorer l'accès aux denrées alimentaires produites localement en réduisant les délais de transaction et les pertes, en facilitant le commerce national et l'accès aux marchés (Miller et al., 2011 ; Tiwari et al., 2016). De plus, la mise en place d'un environnement propice au développement du secteur privé et à l'entrepreneuriat dans le secteur agricole devrait réduire l'insécurité alimentaire en créant des chaînes de valeur agricoles efficaces et efficaces pour les agriculteurs locaux (Bonney et al., 2013), favorisant ainsi le lien entre la production alimentaire nationale et la sécurité alimentaire.

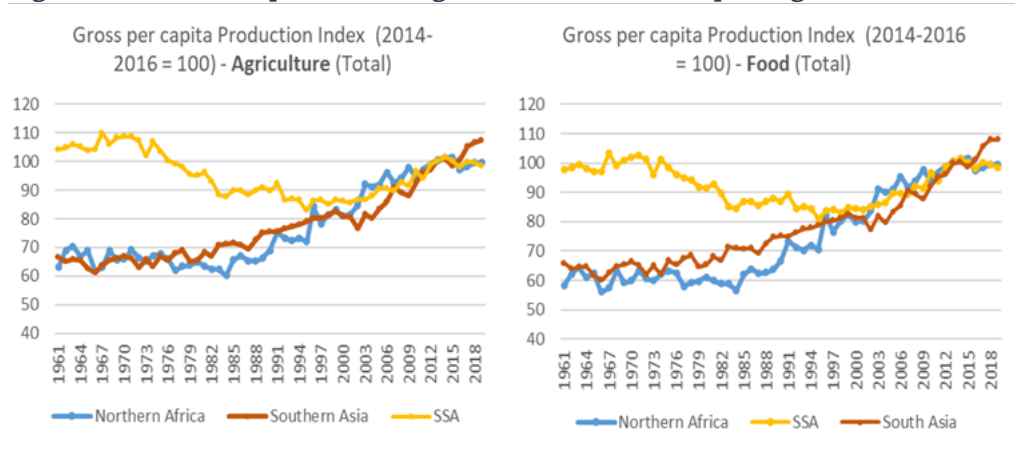
Quelques faits stylisés

La production agricole et alimentaire a suivi une tendance à la baisse en Afrique subsaharienne entre le début des années 1970 et le milieu des années 1990 (figure 2), coïncidant avec la période de fortes interventions gouvernementales, de politiques généralisées de substitution des importations, d'instabilité politique et de faibles performances en matière de croissance dans de nombreux pays africains (Ndulu et al., 2008 ; Fosu et Gafa, 2020). Cette tendance s'est inversée entre le milieu des années 1990 et 2014 (figure 2), lorsque la gouvernance, la productivité agricole et la croissance économique se sont généralement améliorées dans la région (Bates et al., 2013). Depuis 2015, cependant, la production agricole et alimentaire est en baisse, ce qui correspond à l'augmentation de l'insécurité alimentaire observée ces dernières années (figure 1 par rapport à la figure 2). En revanche, l'Asie du Sud a maintenu une tendance à la hausse de la production depuis le début des années 1980. Comme le soulignent Chauvin et al. 2012, les défis de l'insécurité alimentaire ne peuvent être relevés avec succès en Afrique subsaharienne sans une transformation efficace du secteur agricole.

La figure 3 présente les moyennes de l'indice de liberté économique et de ses composantes. L'indice de liberté économique est largement utilisé comme indicateur des politiques économiques néolibérales et de la gouvernance économique, car il mesure la mesure dans laquelle les politiques et les institutions économiques favorisent la liberté de l'environnement commercial, la concurrence sur le marché, l'ouverture et l'application des droits de propriété. Malgré les réformes économiques et institutionnelles notables, les performances de l'ASS sur l'indice de liberté économique sont inférieures à celles des pays d'Amérique latine et d'Asie du Sud, principalement en raison des interventions plus importantes de l'État et

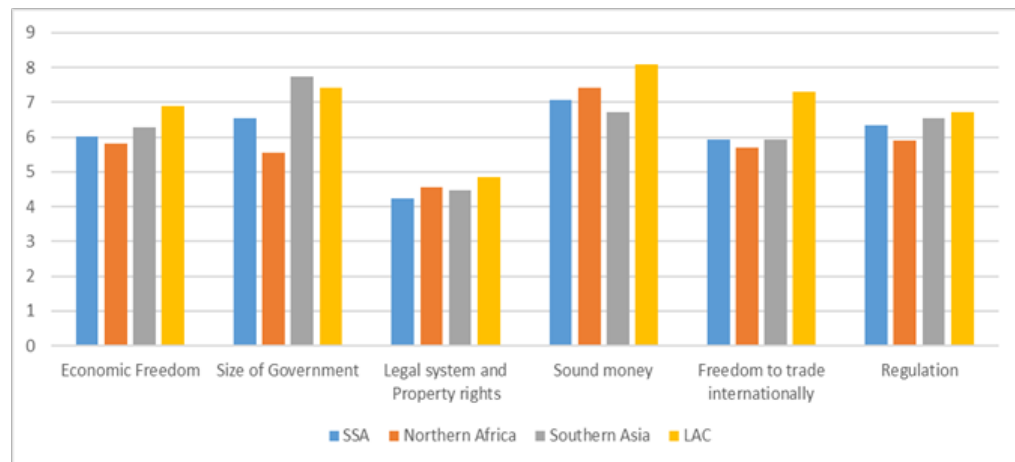
de la faiblesse des systèmes judiciaires et de l'application des droits de propriété dans la région (figure 3). En outre, l'ASS obtient de moins bons résultats que toutes les autres régions en ce qui concerne le contrôle de la corruption, l'efficacité du gouvernement et l'État de droit, mais elle jouit d'une plus grande stabilité politique et d'une meilleure capacité à s'exprimer et à rendre des comptes que l'Afrique du Nord (figure 4).

Figure 2 : Indices de production agricole et alimentaire par région, 1961-2019



Source des données : FAOSTAT (FAO, 2021).

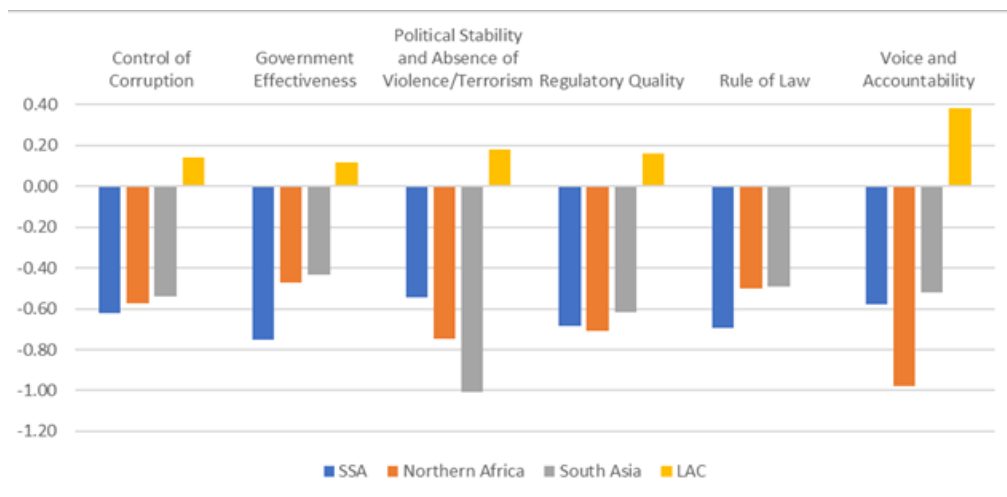
Figure 3 : Liberté économique et ses composantes dans les régions, moyenne (2000-2018)



Notes : Calculs des auteurs. Les données proviennent de l'Institut Fraser et vont de 1 à 10, 1 représentant la performance la plus faible et 10 la plus élevée (Gwartney et al., 2020). Pour chaque région, la moyenne arithmétique est calculée sur la période 2000-2018.

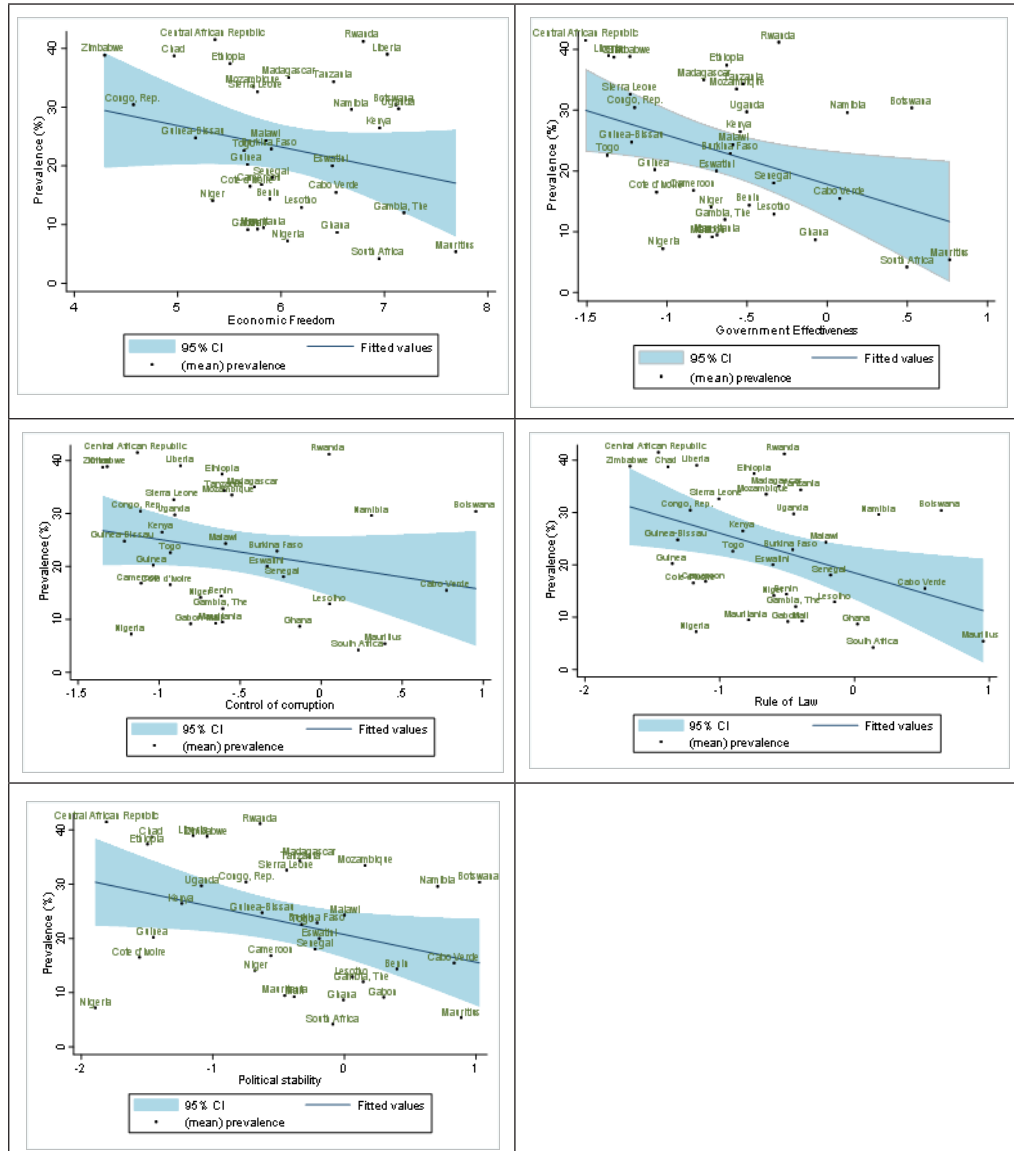
Pour approfondir la relation entre la qualité de la gouvernance/institutionnelle et l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, la figure 5 montre l'association entre l'insécurité alimentaire, mesurée par la prévalence de la sous-alimentation, et les variables de la qualité de la gouvernance/institutionnelle. Globalement, il semble y avoir une association négative entre les moyennes nationales de la prévalence de la sous-alimentation et les variables de gouvernance/qualité institutionnelle en Afrique subsaharienne, ce qui suggère que les mauvais élèves en matière de gouvernance et de qualité institutionnelle ont tendance à enregistrer des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, en moyenne. Par exemple, la République centrafricaine (RCA), le Zimbabwe, le Tchad et le Liberia figurent parmi les pays les moins performants en matière de liberté économique, d'efficacité du gouvernement, de contrôle de la corruption et de stabilité politique, et affichent de faibles niveaux de sécurité alimentaire. En revanche, l'île Maurice, l'Afrique du Sud et le Ghana ont une faible prévalence de la sous-alimentation et sont parmi les plus performants en matière de gouvernance et de qualité institutionnelle. Bien que ces données préliminaires suggèrent l'existence d'une association négative entre l'insécurité alimentaire et la gouvernance et les institutions, une enquête empirique plus rigoureuse est requise pour confirmer cette hypothèse.

Figure 4 : Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale : Contrôle de la corruption, efficacité du gouvernement, stabilité politique et absence de violence, qualité de la réglementation, État de droit, voix et redevabilité dans les régions, moyenne (2000-2019)



Notes : Calculs des auteurs à partir des données de la base de données des indicateurs de la gouvernance mondiale (Banque mondiale, 2021). Les indicateurs vont de -2,5 à 2,5 ; zéro (0) représente la moyenne mondiale. Pour chaque région, la moyenne arithmétique est calculée sur la période 2000-2019.

Figure 5 : Sécurité alimentaire et variables de gouvernance/qualité institutionnelle



Notes : Calcul des auteurs à partir de données sur la prévalence de la sous-alimentation (% de la population totale), l'indice de liberté économique, l'efficacité du gouvernement, le contrôle de la corruption, l'État de droit, la stabilité politique et l'absence de violence. Les données sur la prévalence de la sous-alimentation proviennent de la base de données FAOSTAT (FAO, 2020) ; celles sur la liberté économique sont tirées de Gwartney et al. (2020). Les données sur les autres variables proviennent des Indicateurs de gouvernance mondiale (Banque mondiale, 2020a). L'indice de liberté économique va de 1 à 10, 1 représentant la pire performance et 10 la meilleure. L'efficacité du gouvernement, le contrôle de la corruption, l'État de droit, la stabilité politique et l'absence de violence sont compris entre -2,5 et 2,5, la valeur la plus faible représentant la plus mauvaise performance pour ces indicateurs.

Cadre conceptuel

La figure 6 illustre les moteurs de la sécurité alimentaire au niveau macroéconomique. Ce cadre conceptuel est adapté de Sassi (2015, 2018) et s'apparente au cadre proposé par Thompson et Metz (1996). Comme le montre la figure 6, l'objectif d'une économie alimentaire qui fonctionne bien est d'assurer une disponibilité alimentaire et un accès à la nourriture adéquats. Une utilisation adéquate de la nourriture permet ensuite d'atteindre la sécurité alimentaire.

La disponibilité alimentaire (l'offre de nourriture sur le marché intérieur) est une condition nécessaire, mais non suffisante, de la sécurité alimentaire. Il s'agit d'une combinaison de la nourriture produite localement et des stocks alimentaires, des importations de nourriture et de l'aide alimentaire. La production alimentaire nationale est un facteur clé dans la détermination de l'approvisionnement alimentaire. Elle dépend en partie des actifs des ménages et de la disponibilité des intrants agricoles. Selon la littérature, il existe une relation bidirectionnelle entre la production alimentaire nationale et la sécurité alimentaire. Toutefois, l'augmentation de la production intérieure peut conduire à une amélioration de la sécurité alimentaire en influençant à la fois l'offre et l'accès des ménages à la nourriture. Cet effet est direct lorsque l'agriculteur (le ménage) consomme sa propre production, et indirect principalement par le biais de la réduction des prix et de l'augmentation des revenus (Johnston et Mellor, 1961 ; Diao et al., 2010). En ce qui concerne la réduction des prix, l'augmentation de l'offre alimentaire - par rapport à la demande - peut conduire à une baisse des prix alimentaires, permettant aux pauvres d'avoir un meilleur accès à des aliments abordables. En ce qui concerne l'augmentation des revenus, une hausse de la production alimentaire entraîne une augmentation des revenus des ménages, en particulier des ménages agricoles. L'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire entraîne une augmentation de la production alimentaire nationale, car la satisfaction des besoins alimentaires (sécurité alimentaire) a un effet positif sur le capital humain et la productivité, ce qui contribue à son tour à la croissance de la production alimentaire nationale (Knowles et Owen, 1995 ; Strauss et Thomas, 1998 ; Webber, 2002).

Comme le montre la figure 6, les disponibilités alimentaires et la production alimentaire nationale sont déterminées par divers facteurs, tels que le commerce, l'aide extérieure, les chocs extérieurs, l'infrastructure physique, ainsi que la gouvernance et la qualité des institutions. Dans la littérature existante, l'effet du commerce - ou de l'ouverture commerciale - sur l'accès à la nourriture peut être positif ou négatif. La relation entre le commerce et la sécurité alimentaire peut être retracée dans les discours sur la libéralisation du commerce et la souveraineté alimentaire. Tout d'abord, selon les arguments des partisans du "commerce pour la sécurité alimentaire", l'ouverture commerciale contribue non seulement à la sécurité alimentaire en augmentant

la disponibilité des denrées alimentaires sur le marché intérieur par le biais des importations (importations de denrées alimentaires), mais favorise également la production alimentaire nationale (en permettant l'importation d'intrants agricoles), améliorant ainsi la disponibilité et l'accès à la nourriture de la population la plus pauvre (Dollar et Kraay, 2004 ; Chatterjee et Murphy, 2014). En outre, le commerce est perçu comme améliorant la qualité de la nourriture fournie aux individus.

Deuxièmement, en se concentrant sur l'effet négatif du commerce sur la sécurité alimentaire, de nombreux chercheurs ont avancé que l'ouverture au commerce peut entraver la sécurité alimentaire de deux manières. L'ouverture au commerce peut décourager la demande de denrées alimentaires produites localement, ce qui a des conséquences négatives sur le revenu des ménages, en particulier des ménages agricoles, surtout dans les pays en développement et dans les zones rurales, où la plupart des gens exercent une agriculture de subsistance. Toutefois, les pays qui dépendent trop du marché extérieur pour leur approvisionnement alimentaire tendent à être plus vulnérables aux chocs extérieurs, en particulier aux hausses des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial.

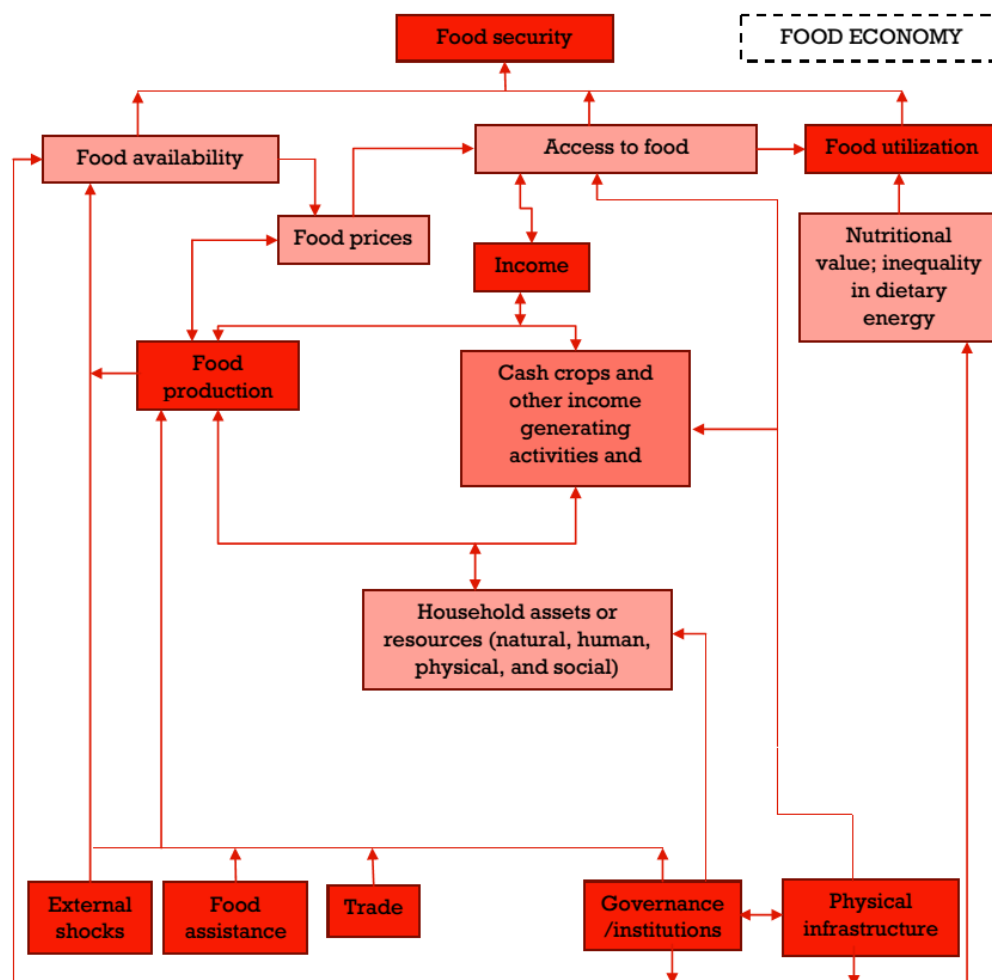
L'aide alimentaire est souvent une intervention à court terme en cas de famine pour lutter contre la malnutrition et la faim parmi les populations. Ainsi, si l'effet de l'assistance extérieure sous forme d'aide alimentaire sur les disponibilités alimentaires peut être direct et positif, elle peut également contribuer à améliorer la productivité et donc la production alimentaire grâce à son effet sur le capital humain. Néanmoins, l'aide alimentaire peut décourager la demande d'aliments produits localement, en modifiant les goûts et les préférences des individus. Elle a donc un effet négatif sur la production alimentaire nationale, la disponibilité et l'accès à la nourriture par les canaux évoqués précédemment dans cette section.

Les chocs externes négatifs peuvent conduire à l'insécurité alimentaire. Par exemple, une série d'inondations perturbe la disponibilité et la distribution des denrées alimentaires, ce qui entraîne une hausse des prix et des répercussions négatives sur l'accès à la nourriture. En outre, la hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial peut entraîner des pénuries alimentaires sur le marché domestique. Les effets des chocs externes sur la sécurité alimentaire peuvent être positifs ou négatifs, selon la nature du choc. Les chocs positifs - par exemple, de bonnes conditions météorologiques et une baisse des prix du pétrole - amélioreront la production alimentaire nationale (donc les disponibilités alimentaires) et l'accès à la nourriture grâce à la réduction des prix alimentaires et à l'augmentation des revenus, tandis que les chocs négatifs auront probablement l'effet inverse.

L'amélioration de la qualité des institutions devrait augmenter le niveau de sécurité alimentaire en favorisant une plus grande offre alimentaire, et donc l'accès à la nourriture, ou en agissant par le biais de la production alimentaire nationale (Dreze

et Sen, 1989 ; Timmer, 1992 ; Ninno et Dorosh, 2003). De même, la bonne gouvernance favorise la production nationale et la sécurité alimentaire. L'état des infrastructures de transport, qui peut également être perçu comme un aspect de la gouvernance, est susceptible de peser sur l'accès aux marchés, la livraison des denrées alimentaires, les prix ainsi que sur la production alimentaire nationale.

Figure 6 : Cadre conceptuel : Déterminants de la sécurité alimentaire



Source : Auteurs, selon Sassi (2015, 2018).

Au niveau mondial, les périodes d'instabilité politique et de conflits sont associées à l'insécurité alimentaire et à la famine (Buhaug et al., 2015). Tout d'abord, l'instabilité ou les conflits ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire. Les pénuries alimentaires sont souvent dues à la réduction de la production alimentaire lorsque les agriculteurs sont obligés de fuir leur maison, lorsque l'accès aux intrants est empêché pour des raisons de sécurité ou lorsque la distribution des denrées alimentaires est perturbée à la suite de conflits et de guerres. De plus, ayant perdu leurs activités génératrices de revenus à cause

de la guerre, la plupart des ménages ont des difficultés à acheter de la nourriture, ce qui conduit à la malnutrition et à une grave insécurité alimentaire. Deuxièmement, l'insécurité alimentaire crée des tensions et des conflits au sein des pays. Par conséquent, il existe une relation bidirectionnelle entre la stabilité politique, les conflits et la sécurité alimentaire. En ce qui concerne les composantes de l'utilisation des aliments, la consommation nutritionnelle des individus dans les ménages et la répartition de la consommation d'énergie alimentaire entre les individus sont des composantes importantes de la sécurité alimentaire qui peuvent mettre en péril la productivité.

Conclusion

La réduction de l'incidence de la faim et de la malnutrition reste sans aucun doute importante en Afrique, en particulier si le continent doit atteindre les ODD d'ici 2030 et l'Agenda de l'UA d'ici 2063. En utilisant des données sur 34 pays d'Afrique subsaharienne, cette étude a examiné les facteurs expliquant l'insécurité alimentaire mesurée par deux indicateurs, à savoir la profondeur du déficit alimentaire et la prévalence de la sous-alimentation. L'étude s'est concentrée sur le rôle de la production alimentaire nationale, de la gouvernance (mesurée par la liberté économique et l'efficacité du gouvernement) et des institutions (mesurées par le contrôle de la corruption, l'État de droit, la voix et la responsabilité). Elle a également examiné le rôle de la gouvernance et des institutions dans la modération de l'effet de la production alimentaire nationale sur l'insécurité alimentaire. Enfin, ce document fournit des preuves du rôle de la production alimentaire nationale en tant que canal par lequel la qualité de la gouvernance et des institutions agit sur l'insécurité alimentaire dans la région.

L'étude a montré qu'une augmentation de la production alimentaire nationale et une répartition plus équitable de la consommation habituelle de calories sont importantes pour promouvoir la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Elle a également confirmé l'existence d'une relation bidirectionnelle entre la production alimentaire et la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne et a observé un effet plus important de la production alimentaire sur la sécurité alimentaire une fois l'endogénéité prise en compte. En outre, les résultats suggèrent que le commerce, le développement des infrastructures de transport et l'aide extérieure jouent un rôle important dans la promotion de la production alimentaire, influençant ainsi indirectement l'insécurité alimentaire dans la région. En outre, les catastrophes naturelles telles que les inondations, les sécheresses, etc., représentent des chocs externes négatifs qui ont un impact négatif sur la production alimentaire.

L'analyse de l'effet de la gouvernance et de la qualité institutionnelle sur la sécurité alimentaire a montré d'importantes variations. Plus précisément, les résultats ont montré que les améliorations de la gouvernance contribueraient à réduire l'insécurité alimentaire. Toutefois, cet effet n'est pas linéaire. Plus précisément, nous

avons constaté qu'en l'absence d'une production alimentaire nationale adéquate, l'amélioration de la gouvernance, de la liberté économique et de l'efficacité du gouvernement serait impuissante à réduire l'ampleur du déficit alimentaire et la prévalence de la sous-alimentation. En outre, les résultats soutiennent l'hypothèse selon laquelle une "bonne" gouvernance permettrait aux pays de mieux traduire la production alimentaire nationale en réductions de l'insécurité alimentaire. Ce constat s'explique par le rôle potentiel de la gouvernance dans le renforcement de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et l'amélioration des revenus des différents acteurs, y compris les agriculteurs. En ce qui concerne la liberté économique, l'étude a révélé que l'augmentation de la production alimentaire entraînerait une augmentation des déficits caloriques et de la sous-alimentation dans le cadre d'un interventionnisme étatique strict. Toutefois, au-delà d'un seuil donné (d'environ 5, en moyenne), les pays commenceraient à connaître une baisse de l'insécurité alimentaire à mesure que la production alimentaire nationale augmenterait. Étant donné que la liberté économique n'a pas d'effet significatif sur la production alimentaire, les résultats montrent la nécessité pour les gouvernements d'Afrique subsaharienne de trouver le bon équilibre entre un interventionnisme étatique strict et une économie de marché pure (Fosu, 2013 ; Stiglitz, 2016).

En outre, l'étude a montré que l'effet positif (direct) de la liberté économique sur la sécurité alimentaire est principalement dû à l'effet positif d'un système judiciaire performant et de l'application des droits de propriété sur la distribution alimentaire, qui sont indispensables à l'administration des terres et à la distribution des denrées alimentaires sur le continent. En outre, l'existence de restrictions commerciales minimales contribue à la fois directement et indirectement à la sécurité alimentaire. En outre, l'efficacité du gouvernement dans la fourniture de services publics est importante pour la productivité et, par conséquent, pour la production alimentaire. Toutefois, l'État de droit ne semble pas avoir d'influence significative sur l'insécurité alimentaire, alors que la lutte contre la corruption est très bénéfique pour la productivité et la production alimentaire, ce qui a des conséquences positives sur la sécurité alimentaire dans la région.

Comme le révèlent les résultats, la réalisation de la sécurité alimentaire nécessiterait, entre autres, un investissement plus important dans les infrastructures de transport et des stratégies d'adaptation pour atténuer l'impact des catastrophes naturelles sur la production alimentaire. En outre, l'aide alimentaire reste une solution importante pour la sécurité alimentaire en temps de crise parce qu'elle "accroît la productivité" dans les localités touchées par l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne et, par conséquent, favoriserait probablement la production alimentaire dans la région. En outre, la corruption reste un facteur qui entrave le secteur de la production alimentaire. En plus de s'attaquer aux problèmes de corruption qui influent sur le secteur agricole, le gouvernement devrait également continuer à améliorer l'efficacité de la prestation des services publics, car l'étude a montré que

cette variable est importante pour soutenir la production alimentaire nationale en Afrique subsaharienne. Quant à savoir si le commerce est bon ou mauvais pour la sécurité alimentaire sur le continent, les résultats sont en faveur de l'hypothèse selon laquelle le commerce a été bénéfique pour la production alimentaire sur le continent. Toutefois, les effets des politiques d'ouverture commerciale ont été mitigés. Nos résultats semblent suggérer que si la réduction des restrictions commerciales contribuerait à atténuer l'insécurité alimentaire, vraisemblablement par le biais d'une baisse des prix des denrées alimentaires, elle pourrait également entraver la production alimentaire. Enfin, la promotion d'un environnement favorable aux entreprises en améliorant le système judiciaire et l'application des droits de propriété et en garantissant une réglementation adéquate semble être importante pour lutter contre la faim et la malnutrition en Afrique subsaharienne.

Références

- Aker, J.C., and A. Lemtoni. 1999. "A framework for assessing food security in the face of globalization: The case of Morocco". *Agroalimentaria*, 8: 13–26.
- Anik, A.R., A.V. Manjunatha and S. Bauer. 2013. "Impact of farm level corruption on the food security of households in Bangladesh". *Food security*, 5(4): 565–74.
- AUC (African Union Commission). 2015. *Agenda 2063: The Africa We Want*. Addis Ababa, Ethiopia: AUC.
- Bates, R.H., S.A. Block, G. Fayad and A. Hoeffler. 2013. "The new institutionalism and Africa". *Journal of African Economies*, 22(4): 499–522.
- Bayyurt, N. and S. Yilmaz. 2012. "The impacts of governance and education on agricultural efficiency: An international analysis". *Procedia-Social and Behavioral Sciences*, 58: 1158–65.
- Beyene, F. and M. Mucho. 2010. "Determinants of food security among rural households of central Ethiopia: An empirical analysis". *Quarterly Journal of International Agriculture*, 49: 299–318.
- Bonney, L., R. Collins, M.P. Miles and M.L. Verreynne,. (2013). "A note on entrepreneurship as an alternative logic to address food security in the developing world". *Journal of Developmental Entrepreneurship*, 18(03): 1350016.
- Bonuedi, I., K. Kamasa and E.E.O. Opoku. 2020. "Enabling trade across borders and food security in Africa". *Food Security*, 12(5): 1121–40.
- Boyd, M. and H.H. Wang. 2011. "The role of public policy and agricultural risk management in food security public policy: Implications for food security". *China Agricultural Economic Review*, 3(4): 417–22.
- Briguglio, L. 1995. "Small island developing states and their economic vulnerabilities". *World Development*, 23(9): 1615–32.
- Buhaug, H., T.A. Benjaminsen, E. Sjaastad and O.M. Theisen. 2015. "Climate variability, food production shocks, and violent conflict in sub-Saharan Africa". *Environmental Research Letters*, 10(12): 125015.
- Candel, J.J. 2014. "Food security governance: A systematic literature review". *Food Security*, 6(4): 585–601.

- Dollar, D., and A. Kraay. 2004. "Trade, growth, and poverty". *The Economic Journal*, 114(493): F22–F49.
- Dreze, J. A. and Sen. 1989. *Hunger and Public Action*. Oxford: Oxford University Press.
- EM-DAT (Emergency Events Database). 2019 "The Emergency Events Database". Université Catholique de Louvain (UCL)-CRED, D. Guha-Sapir Brussels, Belgium. At www.emdat.be
- FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). 2018. *Suite of Food Security Indicators 2018*. FAO, Rome, Italy.
- FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). (2019a). *The State of Food and Agriculture 2019. Moving Forward on Food Loss and Waste Reduction*. FAO, Rome, Italy.
- FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). (2019b). "Food Loss and Waste Database". At <http://www.fao.org/platform-food-loss-waste/flw-data/en/>
- FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). (2020). *FAOSTAT Database 2020*. Food and Agriculture Organization, Rome, FAO.
- FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). (2021). "FAOSTAT Database 2021". FAO, Rome, Italy.
- FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), ECA (United Nations Economic Commission for Africa) and AUC (African Union Commission). (2020a). *Africa Regional Overview of Food Security and Nutrition 2019: Containing the Damage of Economic Slowdowns and Downturns to Food Insecurity in Africa*. FAO, Rome, Italy.
- FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), IFAD (International Fund for Agricultural Development), UNICEF (United Nations Children's Fund), WFP (World Food Programme) and WHO (World Health Organization). 2018. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2018. Building Resilience for Peace and Food Security*. FAO, Rome, Italy.
- FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), IFAD (International Fund for Agricultural Development), UNICEF (United Nations Children's Fund), WFP (World Food Programme) and WHO (World Health Organization). 2020b. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020. Transforming Food Systems for Affordable Healthy Diets*. FAO, Rome, Italy.
- Fink, R. 2002. *Corruption and the Agricultural Sector*. Washington, D.C.: Management Systems International.
- Fosu, A.K. 2012. "Growth of African economies: Productivity, policy syndromes, and the importance of institutions". *Journal of African Economies*, 22. doi:10.1093/jae/ejs034.
- Fosu, A.K. 2013. *Development Success: Historical Accounts from More Advanced Countries*. Oxford University Press.
- Fosu, A.K. and D.W. Gafa. 2020. "Economic neoliberalism and African development". In J. Tribe, ed., *Economic Neoliberalism, and International Development*. Routledge.
- Gazdar, H. and H.B. Mallah. 2013. "Inflation and food security in Pakistan: Impact and coping strategies". *IDS Bulletin*, 44(3): 31–7.
- Ghazalian, P.L. and F. Amponsem. 2019. "The effects of economic freedom on FDI Inflows: an empirical analysis". *Applied Economics*, 51(11): 1111–32.
- Gwartney, J.D., J.C. Hall, and R. Lawson. 2020. *Economic Freedom of the World: 2019 Annual Report*. Vancouver, B.C.: The Fraser Institute.

- Johnston, B.F., and J.W. Mellor. 1961. "The Role of agriculture in economic development". *The American Economic Review*, 51(4): 566–93.
- Kansiime, M.K., J.A. Tambo, I. Mugambi, M. Bundi, A. Kara and C. Owuor. 2021. "COVID-19 implications on household income and food security in Kenya and Uganda: Findings from a rapid assessment". *World Development*, 137: 105199.
- Kaur, S. and H. Kaur. 2016. "Determinants of food security in sub-Saharan Africa, South Asia and Latin America". In R. Kathuria and N. Nagpal, eds., *Global Economic Cooperation*. New Delhi, India: Springer.
- Knack, S., and P. Keefer. 1995. "Institutions and economic performance: Cross-country tests using alternative institutional measures". *Economics & Politics*, 7(3): 207–27.
- Knowles, S., and P. D. Owen. 1995. "Health capital and cross-country variation in income per capita in the Mankiw-Romer-Weil Model". *Economics Letters*, 48(1): 99–106.
- Mandemaker, M., M. Bakker, and S. Stoorvogel. 2011. "The role of governance in agricultural expansion and intensification: A global study of arable agriculture". *Ecology and Society*, 16(2).
- Miller, C.M., M. Tsoka and K. Reichert. 2011. "The impact of the social cash transfer scheme on food security in Malawi". *Food Policy*, 36(2): 230–8.
- Ndulu, B.J., J.P. Azam, S.A. O'Connell, R.H. Bates, A.K. Fosu, J.W. Gunning and D. Nijinkeu. eds.. 2008. *The Political Economy of Economic Growth in Africa, 1960–2000* (Volume 2). Cambridge: Cambridge University Press.
- Pereira, L.M. and S. Ruysenaar. 2012. "Moving from Traditional Government to New Adaptive Governance: The Changing Face of Food Security Responses in South Africa". *Food Security*, 4(1): 41–58.
- Rakotoarisoa, M., M. Iafrate and M. Paschali. 2011. *Why has Africa Become a Net Food Importer?* Rome, Italy: Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).
- Rodrik, D. 2000. "Institutions for high-quality growth: What they are and how to acquire them". *Studies in Comparative International Development*, 35(3): 3–31.
- Sacks, A., and M. Levi. 2010. "Measuring government effectiveness and its consequences for social welfare in sub-Saharan African Countries". *Social Forces*, 88(5): 2325–51.
- Sahley, C., B. Groelsema, T. Marchione, and D. Nelson. 2005. "The governance dimensions of food security in Malawi". USAID Bureau of Democracy, Conflict, and Humanitarian Assistance, Washington, D.C.
- Sala-i-Martin, X., and A. Subramanian. 2013. "Addressing the natural resource curse: An illustration from Nigeria". *Journal of African Economies*, 22(4): 570–615.
- Sassi, M. 2015. "A spatial, non-parametric analysis of the determinants of food insecurity in sub-Saharan Africa". *African Development Review*, 27(2): 92–105.
- Sassi, M. 2018. "Conceptual frameworks for the analysis of food security". In M. Sassi, ed., *Understanding Food Insecurity*. Springer.
- Sheahan, M. and C.B. Barrett. 2017. "Food loss and waste in sub-Saharan Africa". *Food Policy*, 70: 1–12.
- Sinyolo, S. 2020. "Technology adoption and household food security among rural households in South Africa: The role of improved maize varieties". *Technology in Society*, 60: 101214.

- Smith, M.D., M.P. Rabbitt and A. Coleman-Jensen. 2017. "Who are the world's food insecure? New evidence from the Food and Agriculture Organization's food insecurity experience scale". *World Development*, 93: 402–12.
- Stiglitz, J.E. 2016. "The state, the market, and development". WIDER Working Paper 2016/1. United Nations University World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER), Helsinki, Finland.
- Strauss, J., and D. Thomas. 1998. "Health, nutrition, and economic development". *Journal of Economic Literature*, 36(2): 766–817.
- Thorbecke, E. 2013. "The interrelationship linking growth, inequality and poverty in sub-Saharan Africa". *Journal of African Economies*, 22(suppl_1): i15–i48.
- Timmer, C. P. (1992). Agriculture and Economic Development Revisited. *Agricultural Systems*, 40(1-3): 21–58.
- Tiwari, S., S. Daidone, M.A. Ruvalcaba, E. Prifti, S. Handa, B. Davis, O. Niang, L. Pellerano, Q. van Ufford and D. Seidenfeld. 2016. "Impact of cash transfer programs on food security and nutrition in sub-Saharan Africa: A cross-country analysis". *Global Food Security*, 11: 72–83.
- Vos, R. 2015. "Thought for food: Strengthening global governance of food security". CDP Background Paper No. 29 ST/ESA/2015/CDP/29. United Nations Department of Economic and Social Affairs. At <http://www.un.org/en/development/desa/papers/>.
- Wacziarg, R. and K.H. Welch. 2008. "Trade liberalization and growth: New evidence". *The World Bank Economic Review*, 22(2): 187–231.
- Webber, D.J. 2002. "Policies to stimulate growth: Should we invest in health or education?" *Applied Economics*, 34(13): 1633–43.
- Williamson, O.E. 1998. "The institutions of governance". *The American Economic Review*, 88(2): 75–9.
- Williamson, O.E. 2000. "The new institutional economics: Taking stock, looking ahead". *Journal of Economic Literature*, 38(3): 595–613.
- World Bank. 1992. *Governance and Development*. Washington, D.C.: The World Bank Group.
- World Bank. 2020a. *World Governance Indicators*. Washington, D.C.: The World Bank.
- World Bank. 2020b. *World Development Indicators*. Washington, D.C.: The World Bank.
- World Bank. 2020c. The Climate Change Portal. The World Bank, Washington, D.C.
- World Bank. 2021. *World Governance Indicators*. Washington, D.C.: The World Bank.
- World Food Summit. 1996. *Declaration on World Food Security*. Rome, Italy: World Food Summit.
- Zakout, W., B. Wehrmann M.P. and Torhonen. 2006. *Good Governance in Land Administration*. Washington, D.C., USA: The World Bank.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

Intégrer la rigueur et les données probantes dans l'élaboration des politiques économiques en Afrique

- Améliorer la qualité.
- Assurer la durabilité.
- Accroître l'influence.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org